

23 janvier 1935

La question de confiance

Une question de confiance se pose donc entre le Mandat et nous. Cette question, le Mandat lui a donné une solution qui, jusqu'aujourd'hui, n'a jamais été favorable aux libanais.

En 1935, nous en sommes encore, politiquement parlant, là où étions en 1920. Avec moins d'espoir et moins de foi, avec pas mal de déceptions et d'impatience en plus. Nous le demandons, à quoi ont donc servi ces piétinements ? Quel progrès a été le nôtre ? A quoi a-t-on utilisé ces quinze ans de Mandat ?

Car si nous ne voulons envisager ni espérer un Liban sans la France nous prétendons, au moins, à une émancipation politique.

Examinons donc ce qui pourrait s'opposer à cette émancipation.

Serait-elle prématurée ? Qu'on nous dise alors en quoi. Peut-on craindre que libres, nous fassions sauter le monde ? Les Libanais sont sages et leur politique de tout repos. On n'a qu'à faire le tour de leurs théories pour s'en assurer. Par chance, ils n'ont aucune visée territoriale, aucun « ennemi héréditaire », aucune arrière-pensée. Ils aiment la France et les plus audacieux d'entre eux ne vont pas plus loin que de lui demander une collaboration effective.

Dans quel sens veut-on alors pour suivre une éducation, dont nous ne faisons que solliciter le début ? Si le S.D.N. n'a pas fait de nous une simple colonie, c'est que, à tort ou à raison, elle croyait notre niveau de civilisation supérieur à celui des peuples que, sans autre forme de procès, on asservit. La France peut-elle laisser croire qu'elle pense autrement ?

Nous avons la volonté de participer au pouvoir. C'est précisément cette volonté qui a fait acclamer une France libératrice à ceux-là mêmes qui restaient le plus étrangers à sa culture et à sa pensée. Cette volonté n'est pas seulement latente : elle s'exprime et s'imprime partout. Nous-mêmes n'en sommes-nous pas une preuve ?

Des hommes, nous en avons également. Nous en avons d'intègres, nous en avons de résolus, nous en avons de compétents. Nous en avons même qui réunissent ces trois qualités à la fois. Que fait-on d'eux, et en quoi seraient-ils moins capables que n'importe quels étrangers de diriger les affaires de leur propre pays ? N'y mettraient-ils pas, en tous cas, plus d'amour ?

Nous prétendons qu'il ne nous manque, pour prendre le pouvoir, ni maturité, ni volonté, ni hommes.

La France doit penser comme nous puisque depuis quinze ans elle n'a jamais jugé utile d'éduquer ou de perfectionner cette maturité, cette volonté et ces hommes.

Alors qu'attend-elle davantage pour les mettre réellement à l'épreuve ?